

CULTURE

GROOVY AARDVARK PORTE UN TOAST À LA MUSIQUE D'ICI

PAGE 7



GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES

AVRIL 2019 - VOLUME 34 - NUMÉRO 7

WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



MATERNELLE 4 ANS

Une fausse bonne idée

OPINION - PAGE 2

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

**DOSSIER SUR LE SYSTÈME
DE SANTÉ QUÉBÉCOIS**

De patients à clients

PAGES 13 À 15



MATERNELLE 4 ANS

Une fausse bonne idée



Même si le rythme d'implantation sera moins rapide que ce qui avait été annoncé, il y aura quand même 250 classes de maternelle à la prochaine rentrée scolaire pour les enfants de 4 ans au Québec.

RÉAL BOISVERT

Sur le fond, le premier ministre et le ministre de l'  ducation Jean-François Roberge font donc la sourde oreille aux innombrables objections formulées par tous ceux et celles qui sont concernés

de près ou de loin par les services éducatifs au Québec. En effet, le plus récent sondage de la firme Léger évalue à 80 % le pourcentage des répondants qui accordent leur préférence aux Centres de la petite enfance (CPE) et autres garderies privées ou subventionnées plutôt qu'à la maternelle 4 ans.

Reprenons ici quelques-uns des arguments qui vont à l'encontre de cette mesure. On estime tout d'abord que les coûts de fonctionnement des maternelles 4 ans s'élèveront à plus d'un milliard quand leur implantation aura été complétée en 2022 avec 2 000 classes. Cette somme sera toujours soustraite aux CPE, eux qui manquent cruellement de ressources pour financer des services de dépistage et offrir certains services spécialisés pour les enfants en difficulté. Parlant de dépistage, les CPE ont un immense avantage sur la maternelle 4 ans. En effet, répètent de nombreux spécialistes, c'est bien avant cet âge qu'il faut intervenir pour détecter des problèmes de développement chez l'enfant. Comment ne pas prendre cela en compte ?

Autre argument, à 4 ans un enfant n'a pas nécessairement la maturité nécessaire pour s'adonner à des apprentissages scolaires.    ce stade, ce

qui compte avant tout c'est d'acquérir des habilités relatives à l'autonomie, à la socialisation, à l'équilibre   motif et à la communication.

On estime tout d'abord que les coûts de fonctionnement des maternelles 4 ans s'élèveront à plus d'un milliard quand leur implantation aura été complétée en 2022 avec 2 000 classes.

Sur ce plan on ne saurait trop s'inspirer de l'exemple des pays scandinaves. Au Danemark par exemple, la scolarisation commence à 6 ans. Avant cet âge les enfants fréquentent un service de garde en milieu familial, une pouponnière ou une crèche.    noter que le modèle danois est davantage porté sur le jeu, l'activité physique et l'apprentissage de l'autonomie que de la préparation scolaire. Aux dernières nouvelles, le Danemark ne se d  brouillait pas trop mal en matière de services éducatifs, faut-il croire...

Enfin, avant d'être une politique universelle, les maternelles 4 ans ont d'abord été mises sur pied pour venir en aide aux enfants issus des milieux défavorisés.    notre connaissance, on ne dispose pas encore de données mesurant leur impact sur le cursus scolaire de ces enfants. Ce que l'on sait en revanche, c'est que les CPE ont démontré une remarquable efficacité pour accompagner le développement des enfants désavantagés au plan socio-économique. Selon les résultats de l'Enquête québécoise sur le développement des enfants, la fréquentation d'un service de garde amenuise significativement les écarts qui se creusent entre les enfants avant la rentrée scolaire.

Quand, dit le proverbe, on a beaucoup d'esprit et un bon cœur, on n'a ni entêtement, ni obstination. Il n'est donc pas trop tard pour revenir sur cette fausse bonne idée d'un régime universel des maternelles 4 ans. Personne ne reprochera    François Legault de ne pas honorer cette mauvaise promesse électorale.   

SOURCES DISPONIBLES sur notre site www.gazettemauricie.com

CHIFFRE DU MOIS

27 159

Nombre d'espèces menacées à travers le monde selon la compilation de l'Union internationale pour la conservation de la nature (en date du 21 mars 2019).

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ : PAGE 3

HISTOIRE : PAGE 3

CAP SUR L'INNOVATION SOCIALE : PAGE 4

ENVIRONNEMENT : PAGE 5

CULTURE : PAGES 6-7

GRANDS ENJEUX : PAGES 8-9

VOIR LE MONDE... AUTREMENT : PAGE 10

AÎNÉS ET SANTÉ MENTALE : PAGE 12

ÉCONOMIE : PAGE 13

DOSSIER SANTÉ : PAGES 13    15

La Gazette de la Mauricie, c'est VOTRE journal. Faites-nous parvenir vos commentaires et propositions.

BORIS



lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)

DISTRIBUTION CERTIFIÉE
La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Sage-femme : une approche différente



La légalisation de la profession sage-femme au Québec est le résultat de revendications et de mobilisations de la part de parents qui souhaitent pouvoir choisir un suivi de grossesse différent.

CAROL-ANN ROUILLARD

Des consultations plus longues, la possibilité de choisir le lieu d'accouchement (la maison de naissance, le domicile ou l'hôpital), une plus grande place accordée à la famille de la femme enceinte et l'établissement d'une relation de confiance entre les sages-femmes et les femmes enceintes sont des éléments qui sont au cœur de l'approche proposée.

Selon Andrée Rivard, chargée de cours à l'Université du Québec à Trois-Rivières et spécialiste de l'histoire de l'accouchement, la légalisation de la profession sage-femme est née d'un souhait d'avoir des spécialistes qui mobiliseraient les principes féministes en santé, en misant entre autres sur une relation égalitaire avec les femmes enceintes et en plaçant l'*empowerment*, c'est-à-dire en reconnaissant le droit des femmes de choisir et d'agir selon leurs intérêts, au centre de leur suivi.

Certes, l'aspect sécurité fait peur à plusieurs. Il est vrai que les taux de mortalité – autant celui des femmes que celui des bébés – ont beaucoup diminué avec la médicalisation des accouchements au 20^e siècle. Et fort heureusement ! Mais ces avancées et la (sur)médicalisation de

la grossesse et de l'accouchement nous ont fait oublier qu'il s'agit de processus normaux qui, dans bien des cas, se déroulent sans complications majeures.

Choisir d'accoucher avec une sage-femme dans le Québec d'aujourd'hui ne veut pas dire que l'on recule de 200 ans en ce qui concerne la sécurité. Dans les faits, les projets pilotes qui ont précédé la légalisation de la profession ont démontré une réduction de certaines interventions comme les césariennes et l'épisiotomie. Quelle bonne nouvelle !

Être accompagnée de personnes compétentes qui peuvent intervenir lors de complications, oui. Mais trop intervenir quand la sécurité n'est pas en jeu au point d'en oublier les besoins et la santé psychologique des futures mères, c'est un problème. Évidemment, des femmes vivent de très belles histoires, sont très bien écoutées et se sentent respectées lorsqu'elles choisissent un suivi plus traditionnel avec des gynécologues ou des médecins de famille.

Mais le suivi sage-femme a un petit quelque chose de particulier. Le fait de disposer d'une heure à chaque rencontre – au lieu des 15 minutes qu'offrent certains ou certaines gynécologues –, de



Plusieurs futures mamans ont maintenant recours aux services de sage-femmes pour les accompagner dans leur grossesse.

même que la présence d'une sage-femme connue et de confiance à l'accouchement y contribuent certainement. Beaucoup de pères se disent aussi heureux du suivi pour l'intérêt et la place qu'on leur a accordée dans le processus.

Cette relation particulière comporte aussi des avantages pour les professionnelles. Dans le cadre de la négociation de leur plus récente convention collective, une page Facebook remplie de témoignages de parents qui racontaient

l'histoire de la naissance de leur enfant, pendant les heures de garde d'une sage-femme, a été créée. Plusieurs parents sont également sortis militer dans les rues à leurs côtés et les ont accompagnées lors de différentes actions de mobilisation. Le petit « plus » de l'approche sage-femme s'est ainsi transformé en un superbe outil de mobilisation. 📢

SOURCES DISPONIBLES sur notre [site gazettemauricie.com](http://site.gazettemauricie.com)

9 HISTOIRE

La villa Mon Repos, des loisirs pour l'élite



Avec ses bocages, ses bosquets, ses étangs et ses sentiers aménagés, la villa Mon Repos a transformé il y a un siècle les habitudes de vie des Trifluviens en matière de loisirs.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

Ce lieu de villégiature destiné à la bourgeoisie trifluvienne a été fondé en 1895 sur des terres louées à Joseph Panneton. Il était situé au bord d'un lac artificiel créé au moyen d'un petit barrage, dont les vestiges sont toujours visibles, sur la discrète rivière Milette (appelée rivière Sainte-Marguerite à l'époque). On construisit sur le site une quinzaine de chalets, un pont suspendu et un kiosque pour des concerts musicaux.

À sa fondation, la villa se veut la plus importante station estivale (*summer resort*) du Canada, dont la mission est « la récréation, l'instruction pour l'esprit et le délassement pour le corps ». Ce domaine privé d'une superficie de 15 arpents, offrant un paysage enchanteur, se trouvait entre le boulevard des Chenaux et le boulevard des Récollets, juste à l'est de la côte Rosemont.

Sur cette image, on peut voir une partie de la villa et la nature qui l'entoure – un magnifique boisé de pins, de mélèzes et de bouleaux. Cette représentation

datant environ de 1900 est tirée de l'une des diverses cartes postales du célèbre photographe-éditeur trifluvien PierreFortunat Pinsonneault (1864-1938), qui va immortaliser le site paradisique à plusieurs occasions.

Le Cercle Villa Mon Repos regroupait une quarantaine de personnes fortunées de Trois-Rivières, surtout des professionnels, des commerçants et des propriétaires d'hôtels de luxe, qui se connaissaient et se fréquentaient. Par exemple, la famille Dufresne – propriétaire du majestueux hôtel Dufresne sur la rue du Fleuve, qui disparut dans l'incendie de juin 1908 – occupait la moitié des postes du conseil d'administration. Parmi les autres membres du cercle, mentionnons Onésime Beaulac, Charles Gauthier, les avocats JosephAdolphe Tessier et Narcisse Grenier, le comptable Arthur Nobert, le docteur CharlesPhilippe Normand et le marchand Arthur Parent.

Réservé au départ à l'élite, à leurs amis et à leurs familles, le site sera occasionnellement loué à d'autres groupes sociaux



La villa Mon Repos vers 1900.

de la région. Par exemple, entre 1920 et 1923, les Chevaliers de Colomb y organisent un pique-nique et le club Rotary y tient une journée champêtre pour 150 orphelins et orphelines. Au grand dam des propriétaires, certains citoyens vont pique-niquer sans autorisation sur les terrains de la villa, ce qui pousse le cercle à publier dans Le Trifluvien que toute présence « sans être muni d'un permis est passible d'une amende » !

À la suite de difficultés financières au début des années 1920, et après la

dissolution officielle du cercle et sa liquidation en avril 1932, le site fut graduellement abandonné. Le restant des actifs fut cédé (vendu) aux Filles de Jésus le 12 mars 1936. Depuis 1962, c'est l'institut secondaire Keranna qui en occupe la plus grande partie. 📢

SOURCES DISPONIBLES sur notre [site gazettemauricie.com](http://site.gazettemauricie.com)

La Gazette de la Mauricie, en collaboration avec la Caisse d'économie solidaire Desjardins et différents partenaires régionaux, vous présente la série *Cap sur l'innovation sociale*. Dans chacune de nos parutions d'ici juin 2019, nous mettrons en lumière un projet citoyen ou une initiative entrepreneuriale qui répond de façon originale à un besoin de notre collectivité. Voici le septième de cette série de neuf articles qui accompagnent les capsules vidéo diffusées sur notre site gazettemauricie.com. Cet article est réalisé en collaboration avec *Environnement Mauricie*.



**CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.**

INCROYABLES COMESTIBLES SAINT-ADELPHE

Les pousses de la solidarité

Depuis sa naissance en 2007 dans la Ville de Todmorden au Royaume-Uni, le mouvement des Incroyables Comestibles ne cesse de prendre de l'ampleur. Il prend maintenant racine aux quatre coins du globe y compris à Saint-Adelphe où sa pertinence en milieu rural est clairement démontrée.

STEVEN ROY CULLEN

Rappelons que l'idée des Incroyables Comestibles a émergé en période de crise économique afin de favoriser un accès gratuit à des aliments sains locaux. Les instigateurs du mouvement voulaient rassembler les gens autour du jardinage pour implanter des potagers dans les espaces publics inutilisés et ainsi permettre le partage des récoltes

avec l'ensemble de la communauté, mais aussi la transmission d'un savoir-faire agricole. Le résultat est une véritable démocratisation de la production de notre nourriture.

Grâce aux Incroyables Comestibles, les citoyens et les citoyennes se réapproprient leur milieu. Ils découvrent le plaisir et les bénéfices du jardinage et s'intéressent davantage à la provenance

de leur nourriture. D'ailleurs, l'expérience de Todmorden démontre qu'un des effets indirects du mouvement est l'augmentation des ventes chez les producteurs locaux.

LES POTAGERS DE SAINT-ADELPHE

À Saint-Adelphe, le modèle des Incroyables Comestibles a été implanté et adapté à la réalité locale il y a un peu plus de deux ans par des membres de la communauté intéressés par le jardinage et ayant à cœur la vitalité de leur milieu. Approchée par ces membres, la Municipalité de Saint-Adelphe a immédiatement soutenu l'initiative citoyenne. « La municipalité nous a fourni un peu d'argent et nous a donné l'autorisation d'utiliser ses terrains », explique Philippe Dufresne, premier responsable du comité de coordination des Incroyables Comestibles Saint-Adelphe.

Trois potagers sont actuellement entretenus par les bénévoles des Incroyables Comestibles Saint-Adelphe. Le jardin de la bienveillance et le potager de l'abondance sont les plus importants. Ils sont situés respectivement devant la résidence pour personnes retraitées sur le bord de la rivière Batiscan et dans le parc municipal de la rue Baillargeon près du

préau. Le troisième potager, plus petit, est implanté devant la bibliothèque municipale.

UNE COMMUNAUTÉ TRICOTÉE SERRÉE

L'expérience de Saint-Adelphe a permis de renforcer les liens communautaires qui étaient déjà bien visibles dans cette municipalité de Mékinac. « Les gens ici sont solidaires. Ils ont conscience qu'ils font partie d'une communauté. Ils ont le sens collectif assez élevé, souligne monsieur Dufresne. Que ce soit de la machinerie, de l'équipement, du temps, des dons en nature ou autrement, tout le monde est là. Il suffit juste de le demander. » Les Adelphiennes et Adelphiens sont donc nombreux à prêter main-forte aux projets des Incroyables Comestibles.

Gérard Bélair, de son côté, donne de son temps pour arroser et entretenir les potagers, mais aussi pour guider les curieux. « J'indique aux gens les endroits où on peut prendre de la nourriture. Les gens sont contents. Ils me remercient et m'envoient des dons. Je les accueille à tous les jours, sept jours par semaine, et il n'y a pas d'heure », dit-il fièrement. Voilà une preuve, s'il en fallait une, que le mouvement des Incroyables Comestibles tisse des liens de solidarité.



Pour le plus grand plaisir des citoyens et des citoyennes des environs, la récolte a été abondante dans les potagers des Incroyables Comestibles Saint-Adelphe au cours de la dernière saison.

Grâce à l'épargne de ses **15 000 membres**, la Caisse d'économie solidaire **investit 550 millions de dollars** en économie sociale au Québec.

Imaginez si nous étions 30 000 !

Rejoignez le mouvement

**CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.**

**caissesolidaire.coop
1 877 647-1527**

Les grandes conférences

DU CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

LE PACTE POUR LA TRANSITION

Dominic Champagne

Auteur, dramaturge, metteur en scène et militant écologiste, il est l'un des initiateurs du « Pacte pour la transition » lancé en novembre 2018.

Mardi 16 avril à 19 h
au Théâtre du Cégep de Trois-Rivières

Présentée en collaboration avec



Entrée et stationnement GRATUITS

Grand citoyen



UTILISATION DU GLYPHOSATE

Peut-on blâmer les agriculteurs ?



En faisant la lecture d’articles sur les multiples enjeux liés au glyphosate, l’ingrédient actif du Roundup de Monsanto, force est de constater que le sujet est complexe. Voyons trois de ses composantes importantes : la perspective agricole, les risques potentiels sur la santé et sur l’environnement, et la perspective d’une transition vers une agriculture exempte de glyphosate.

MARIE-PIER BÉDARD

LA PERSPECTIVE AGRICOLE

Les pesticides sont des outils légaux, réglementés et utilisés presque partout dans le monde. Si une grande majorité des agriculteurs les utilisent, c’est parce qu’ils sont efficaces pour améliorer le rendement des terres. En effet, une majorité d’agriculteurs travaille dans un contexte de mondialisation, ce qui leur demande une performance toujours croissante. Parallèlement, les producteurs expriment une réelle préoccupation par rapport à l’utilisation croissante des pesticides. Dans un blogue publié le 26 février 2019, intitulé Profession empoisonneur ?, Paul Caplette, agriculteur, écrivait : « Certains semblent croire qu’on applique des pesticides par ignorance ou insouciance. Quand ma conserverie m’informe qu’on doit traiter notre champ de petits pois verts avec un insecticide trois jours avant la récolte. Pourquoi ? Il y a un certain insecte qu’on doit détruire parce qu’il risque de se retrouver dans la canne de conserve. Je comprends qu’il n’y a

aucun consommateur qui veut manger des bibittes avec ses petits pois. »

Monsieur Caplette, comme beaucoup d’agriculteurs, se sent incompris. Malgré cela, il participe avec 125 autres agriculteurs québécois à un projet pilote qui vise la réduction des pesticides. Dans le cadre de ce projet, certains ont réussi à réduire la quantité de glyphosate appliquée de 77 % pour obtenir le même résultat (blogue publié le 5 mars 2019).

LA SANTÉ ET L’ENVIRONNEMENT

Aucun agriculteur n’ignore les effets potentiels du produit. Dans un reportage diffusé à Enquête le 21 février 2019, Michel Gélinas, producteur agricole de la MRC de Maskinongé, témoignait d’une inquiétude réelle pour sa santé et celle de sa famille, une inquiétude partagée par plusieurs de ses collègues.

Déjà en mars 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) classait le glyphosate comme un cancérigène probable chez l’humain. Toutefois, en janvier 2019, Santé Canada, décidait de maintenir l’approbation du

glyphosate, considérant que cette molécule ne pose pas de risque pour la santé humaine, si elle est utilisée de manière appropriée. Pourquoi des positions aussi opposées ? Parce que l’un et l’autre organisme ne s’appuient pas sur les mêmes études. Le CIRC se base sur des études indépendantes diffusées dans des publications scientifiques, tandis que Santé Canada se fonde essentiellement sur des études menées par l’industrie, sans toutefois écarter les études indépendantes. Alors qui croire ? Les Canadiennes et Canadiens peuvent-il avoir confiance dans le processus d’évaluation des risques du glyphosate sur notre santé et notre environnement ? La question demeure entière.

UNE AGRICULTURE EXEMPTÉ DE GLYPHOSATE ?

De plus en plus d’études démontrent qu’il est temps d’effectuer la transition vers une agriculture plus respectueuse de l’environnement et de la santé. Notamment, en février 2019, un rapport du ministère de l’Environnement du Québec dressait un constat inquiétant de la qualité de l’eau de rivières en territoire agricole. En outre, ce rapport

indiquait que les pesticides polluent de plus en plus les cours d’eau québécois. Peu après, l’Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec pressait le gouvernement québécois d’adopter un « plan vert » sur les pesticides. Dans sa demande, Marcel Groleau, président de l’UPA, mentionne qu’il faut offrir des solutions de rechange aux producteurs. Selon monsieur Groleau, « les producteurs vont suivre ». Du reste, Michel Tessier, blogueur à l’UPA Mauricie, avait auparavant énoncé, dans un texte publié le 17 septembre 2015, que « seule l’implication des producteurs dans une approche collective parviendra à améliorer la situation. Impliqués dans des démarches collées aux réalités terrain et accompagnés adéquatement, les producteurs et productrices ont toujours été les premiers à adopter massivement de nouvelles approches, ont toujours été des acteurs de changement dans l’accomplissement d’une grande mission : nourrir le monde. »

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

INVESTIR MAINTENANT POUR MAÎTRISER NOTRE AVENIR

Québec.ca/budget

Plus d’argent dans le portefeuille des Québécois

5,2 G\$ de plus dans les poches des Québécois d’ici 5 ans

Priorité à la réussite de nos enfants

Réinvestissement massif dans le réseau de l’éducation

Investissements en santé et pour les aînés

1,1 G\$ pour ajouter du personnel soignant

Augmentation de notre niveau de richesse

Miser sur les travailleurs d’expérience et les immigrants pour accroître la participation au marché du travail

Une action vigoureuse en environnement

Plus de 1 G\$ pour l’électrification des transports et la lutte contre les changements climatiques

Votre gouvernement

Québec

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 5



La charge épormyable de Violet Pi

Le 5 avril prochain, Violet Pi, alias Karl Gagnon et ses complices Sylvain Deschamps (bassiste), Maxime Drouin (batterie) et Daniel Baillargeon (guitare, machine) seront de passage à la microbrasserie, boutique et salon Le Trou du diable pour l'une des dernières représentations de la tournée de l'album, Manifeste contre la peur (2016).

LUC DRAPEAU

Il y a deux embarras quand vient le temps de dresser le portrait d'un artiste qu'on range de facto dans la catégorie des inclassables. Le premier est d'accepter le verdict séance tenante, d'utiliser à toutes les sauces ce mot fourre-tout pour s'épargner du temps ; l'autre est de se lancer à corps perdu dans le détail des influences qui, plus souvent qu'autrement, au gré des analyses, créent une sorte d'identité multiforme, une créature rapiécée digne d'un Frankenstein qu'on cautionne de notre magnanime électricité : « It's alive! Sans nous, point de vivant. » Linkin park, Nirvana, Leloup, M, des phrasés qui évoquent un tel ou un autre, la liste est longue pour tenter de nommer les contours de celui qui se fait un devoir d'échapper à toutes catégories en maniant le verbe et les inventivités musicales avec beaucoup de poigne et de doigté pour arriver à destination : un lieu qui n'a pas son pareil dans le paysage musical québécois actuel.

DÉTONNANT

Prenant ses aises dans un univers antinomique où se côtoient le fancy et le rough, le funky et la déprime, Violet Pi est la fleur qui fracture le bitume. Irrévérencieux, impudique, improbable, l'artiste s'empare de sujets troublants et impopulaires (suicide, mal-être, relation conflictuelle, violence) et nous amène,

sous des dehors magnifiquement contrastés, à prendre acte du beau qui côtoie le « poqué » et le vulnérable. À l'ombre des habitudes sociétales où l'on se complait à produire souvent plus de la même chose dans des perspectives « court-termistes », là où les oreilles se font frileuses et là où les discours ont tendance à s'aseptiser, Gagnon et ses acolytes ne se gênent pas pour foutre des coups de pied dans la ruche, ébranlant au passage le réel qui s'étiole : « Et malgré le temps qui ne sait pas ce qui se passe / Je regarderai notre étoile brûler comme un arbre » (Betsey Johnson, dans Manifeste contre la peur).

S'AFFRANCHIR DE LA PEUR

« Calude Grivol », 9e piste de l'album, dont le titre s'inspire de l'exploré, cette langue inventée par le poète Claude Gauvreau, nous rappelle la liberté qui animait le personnage sa vie durant jusqu'à sa tragique défenestration le 7 juillet 1971 : « Calude a des ailes au milieu de ses verbes / Calude a des ailes mais il ne sait pas voler. » À l'exemple de Mycroft Myxedeim, personnage principal de la pièce La charge de l'original épormyable (Gauvreau, 1956), Violet Pi défonce les portes qui briment sa liberté d'être et de créer. Entre l'idéal projeté et l'aliénation exprimée dans les titres de cet album, nous sommes d'avis que ce manifeste musical corrosif absolument bien ficelé sait nommer cette peur qui



CRÉDITS : VIOLETT PI

Prenant ses aises dans un univers antinomique où se côtoient le fancy et le rough, le funky et la déprime, Violet Pi est la fleur qui fracture le bitume.

inhibe et engourdit la volonté de plus d'un : « Jolie peur / Je ne suis plus seul à te combattre / L'orage en fer de sang d'angoisse / a brûlé sous le rire de ma folie / Jolie peur est morte dans mes bras » (Postlude, dans Manifeste contre la peur).

Voilà 63 ans, Claude Gauvreau dans La charge de l'original épormyable, écrivait : « Il faut poser des actes d'une

si complète audace, que même ceux qui les réprimeront devront admettre qu'un pouce de délivrance a été conquis par tous. » À méditer en allant voir le spectacle de Violet Pi le 5 avril prochain.

POUR LIRE UN ÉCHANGE entre l'auteur et Violet Pi, rendez-vous sur notre site gazettemauricie.com

LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES



RÉAL BOISVERT



LIBERTÉ SURVEILLÉE
Collectif sous la direction
de Normand Baillargeon
Leméac

« La liberté n'est pas une marque de yogourt », aimait à dire Pierre Falardeau. La liberté d'expression n'est pas davantage une marque de commerce discrètement mise à l'abri par un certificat de propriété, pourrait-on conclure de la lecture du dernier recueil de textes réunis sous la direction de Normand Baillargeon. Voilà un livre qui nous rappelle que notre époque a plutôt tendance à la malmener, cette liberté de parole, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des cercles académiques. C'est du moins ce que l'on constate

devant la censure que subissent ou s'imposent de nombreuses personnes s'exprimant dans l'espace public. Des groupes d'origines diverses réclament haut et fort que se taisent ceux qui les contredisent. D'autres exigent que soient aménagés pour eux des espaces protégés où ils seront à l'abri des opinions qu'ils ne partagent pas.

Quoiqu'elle soit ainsi « surveillée », la liberté de parole demeure un des piliers de la vie démocratique. Surtout, elle ne doit pas être à géométrie variable suivant les causes ou les sujets d'intérêt commun. *Liberté surveillée* constitue un livre indispensable pour qui estime que le vivre-ensemble ne peut être mieux servi que par la parole respectueuse et les esprits inspirés par la recherche de la vérité.

GUY ROUSSEAU



TROIS-RIVIÈRES
Son histoire en photos 1865-2018
Les Éditions Histoire Québec

Trois-Rivières, le berceau de la francophonie en Amérique. Trois-Rivières, une ville qui, depuis 1634, a joué un rôle stratégique dans le développement du Québec. Une ville d'histoire et de culture...

Tous les ingrédients sont réunis pour produire un livre de grande qualité illustrant l'évolution de la cité trifluvienne de 1865 à nos jours. Sous la direction d'Appartenance Mauricie et de Patrimoine Trois-Rivières, ce volume de photographies constitue un moyen privilégié de rejoindre un très large public et de lui faire découvrir l'histoire d'une ville qui s'est notablement agrandie en 2002 par suite des fusions municipales.

Ce livre permettra certainement de susciter de la fierté chez les Trifluviens et Trifluyennes, et de nourrir leur sentiment d'appartenance à leur ville. De plus, cet ouvrage vise à favoriser un intérêt pour l'étude et la compréhension de la transformation d'une communauté qui s'est approprié un territoire et qui s'est forgé une identité particulière au cours des 150 dernières années.



BOISSON D'AVRIL

Groovy Aardvark porte un toast à la musique d'ici

Le 12 avril prochain, la microbrasserie, boutique et salon Le Trou du diable accueille Groovy Aardvark pour souligner le cinquième anniversaire de la bien houblon-née Boisson d'avril. Nous en avons profité pour discuter avec Vincent Peake, chanteur et bassiste de la formation depuis 1986, attrapé au retour d'une tournée en Europe avec Grimsunk.



Pesante autant qu'imposante dans son propos et dans sa rythmique, la musique de Groovy Aardvark a toujours su être techniquement habile, subtile et étoffée dans l'exécution de ses mélodies.

CRÉDITS : STÉPHANE BOURGEOIS

LUC DRAPEAU

Devenue bière après avoir été l'un des titres les plus connus du quatuor longueuillois sur l'album Vacuum paru vingt ans plus tôt, cette lager collaborative, comme on se plaît à la nommer, exprime admirablement bien le cheminement des arômes qui l'ont constituée autant que les styles et mélanges musicaux que le groupe a su distiller sur 33 ans d'existence. Le brassage des énergies traditionnelles du duo Lambert/Bordeleau de la Bottine souriante couplé à ces racines punk hardcore métal satinées de prog de Groovy Aardvark a créé une véritable alchimie qui perdure dans le temps : « Martin Dupuis, mon guitariste l'a tellement bien arrangée qu'elle a eu un succès automatique. Ça aurait été une erreur de ne pas la mettre sur l'album. », déclare Vincent, alléguant tout le chemin parcouru

par cette chanson et les échos qu'elle reçoit encore.

RETROUVER SON JOUAL

Pesante autant qu'imposante dans son propos et dans sa rythmique, la musique de Groovy Aardvark a toujours su être techniquement habile, subtile et étoffée dans l'exécution de ses mélodies. Construisant son style à partir d'influences qui, pour la plupart, ne trouvaient pas de comparables dans la francophonie du milieu des années 80, le mammifère musical a su se réinventer en moulant ses empreintes à sa réalité en lui donnant les couleurs de sa langue : un joul dynamique inspiré de Charlebois.

« UN ÉQUILIBRE COMPARABLE À UN YÉTI SUR UN UNICYCLE »

Cette phrase savoureuse trouvée sur le site du micro-brasseur pour décrire la bière Boisson d'avril est tout aussi

efficace pour expliquer le parcours de Groovy Aardvark. Si à l'instar du Yéti, le groupe a pris du temps à être reconnu, il n'en demeure pas moins que ce géant, qui nous représente ici et ailleurs, doit continuer de pédaler fort sur des infrastructures culturelles insuffisantes pour assurer sa survie, et ce, malgré de nombreux succès. « Le pourcentage de bons bands par rapport à la population qu'on a ici est incroyable. On accote n'importe qui. Il va toujours y avoir du talent, mais ça prendrait du public pour encourager, acheter des disques et aller voir des concerts locaux. C'est vital! », revendique le musicien qui ne tarit pas d'éloges pour cette scène qu'il a vu naître et qu'il continue de soutenir indéfectiblement.

CONSTELLATION

Nous ne pouvons qu'être fiers de la résilience affichée par ces grands

frères qui veillent au-delà de la survie de leur formation à rendre pérenne la constellation qu'ils ont aidé à bâtir. Un retour de son est nécessaire de notre part pour que toute cette expérience acquise ne reste pas vaine et témoigne de notre capacité à nous montrer sous notre meilleur jour. Un souhait qui se trouvait peut-être déjà dans la transcendante Amphibien sur l'album Oryctérope (1998).

« À nous les profondeurs/Les répits et les jours meilleurs/Et j'entends ce que tu penses/Dans ce silence/L'indifférence n'a plus de sens ». 9

POUR LIRE UN ÉCHANGE entre l'auteur et Vincent Peak, rendez-vous sur notre site gazettemauricie.com

PROCHAINEMENT

AU BROUÉ PUB ET RESTAURANT
412, AVENUE WILLOW, SHAWINIGAN
819 537-9151

AU SALON WABASSO
300 - 1250, AVENUE DE LA STATION,
SHAWINIGAN / 819 566-6666

TROUDUDIABLE.COM

LES LUNDIS SOIRS DÈS 19H
PUB QUIZ
PARTICIPATION GRATUITE

19 AU 22 AVRIL 2019
WEEKEND DE PÂQUES

28 AVRIL 2019
LE M.I.T.E.S.
SOIRÉES D'IMPRO

08 JUIN 2019
LE ROCK VERS L'AUTONOMIE
SPECTACLE BÉNÉFICE AVEC STÉPHANIE VEILLETTE

05 AVRIL 2019
VIOLETT PI
+ ZOUL

12 AVRIL 2019
GROOVY AARDVARK
+ THE BOTTLE

26 AVRIL 2019
VINCENT VALLIÈRES

4 MAI 2019
LET IT BEATLES

27 AVRIL 2019
HARRY MANX

10 & 11 MAI 2019
BERNARD ADAMUS

23 MAI 2019
HEIDI LEVASSEUR
SOIRÉE BÉNÉFICE

20 AVRIL 2019
LES BREASTFEEDERS
+ DANCE LAURY DANCE
+ TEKE TEKE + LÜGERS

20 AVRIL 2019
FESTIVAL DU PLAISIR
VOLUME 2

JUSQU'AU 27 AVRIL
CLÉMENT VILLEMONT
EXPOSITION : BEST OF WABASSO 17-18

27 SEPTEMBRE 2019
KLAUS
+ INVITÉS

22 NOVEMBRE 2019
LES LOUANGES
+ INVITÉS

20 SEPTEMBRE 2019
KEITH KOUNA
+ INVITÉS

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES



L'huile de palme en quelques chiffres

On retrouve l'huile de palme et ses dérivés dans environ **50 %** des produits vendus au supermarché.

En 2015 seulement, la consommation mondiale d'huile de palme s'élevait à **61 millions de tonnes**, ce qui en fait l'huile la plus consommée au monde.

Avec 35 millions de tonnes par an, l'Indonésie représente **45 %** de l'huile de palme produite dans le monde.

43 % du commerce mondial de l'huile de palme est contrôlé par l'entreprise agroalimentaire singapourienne **Wilmar**.

À ce jour, **24 millions d'hectares de forêts tropicales ont été détruits** par l'industrie de l'huile de palme, soit environ **7 fois** la superficie de la région de la Mauricie.

En Indonésie, la déforestation a entraîné la destruction de **69 %** de l'habitat des éléphants de Sumatra en une génération.

En 20 ans, la population d'orang-outans de l'Indonésie a diminué de **50 %**.



L'huile de palme est l'huile végétale la plus consommée au monde. Son coût de production étant inférieur à celui de la plupart des autres huiles végétales, l'huile de palme est un produit très prisé par les industries agroalimentaire et cosmétique. On la retrouve dans plus de la moitié des produits vendus au supermarché, incluant les barres de chocolat, les biscuits, les savons et les shampoings. Pour répondre à une demande toujours grandissante, le secteur de l'huile de palme s'est développé à un rythme effréné, ce qui a des conséquences catastrophiques sur l'environnement et les droits humains.

Pourquoi l'huile de palme est-elle si prisée ?

Le coût de production de l'huile de palme est inférieur à celui de la plupart des autres huiles végétales.

Le palmier à huile est très rentable. Il produit en moyenne **40 kg d'huile par année**. On évalue sa durée de vie économique à une trentaine d'années.

L'huile de palme possède des propriétés qui la rendent commode à travailler comme celle de rester solide à température ambiante, et celle de demeurer stable pendant cuisson.

Wilmar et la violation des droits humains



Avec **43 %** des parts du marché, l'entreprise agroalimentaire singapourienne **Wilmar** est le plus grand fournisseur d'huile de Palme au monde. Or, dans un rapport déposé en 2016, **Amnistie internationale** révélaient que les ouvriers employés sur les plantations de palmier à l'huile appartenant notamment à Wilmar étaient victimes de graves violations des droits humains comme le travail forcé et l'exposition aux produits chimiques. Il a également été démontré que comme plusieurs autres entreprises, Wilmar n'hésite pas à tirer profit du travail d'enfants âgés d'à peine huit ans. Selon l'enquête menée par Amnistie internationale, de nombreuses femmes subiraient également travail forcé, salaires au rabais et discrimination.

Les effets dévastateurs de la production d'huile de palme sur l'environnement

Pour laisser place aux immenses plantations de palmiers à huile, de plus en plus d'hectares de forêts tropicales sont détruits chaque année. Le recours des producteurs d'huile de palme à la déforestation massive et aux brûlis menace gravement non seulement les nombreuses espèces animales et végétales des territoires concernés, mais également les populations locales.



5 espèces animales menacées par la déforestation en Indonésie

- 1 Le tigre de Sumatra
- 2 L'éléphant de Sumatra
- 3 L'orang-outan
- 4 Le rhinocéros de Java
- 5 Le gibbon de Bornéo

L'accord du sommet de Cancún

En 2010, à l'occasion du Sommet de Cancún au Mexique, de nombreux pays ainsi que plusieurs grandes entreprises agroalimentaire et cosmétique se sont engagés à lutter contre la déforestation causée par la production d'huile de palme. Or, dans un rapport publié en septembre, **Greenpeace** a démontré que les grandes marques continuent à s'approvisionner auprès de producteurs et de distributeurs ne respectant pas l'accord international signé une dizaine d'années plus tôt au Mexique.

Pour passer à l'action

Évitez les grandes marques qui utilisent l'huile de palme destructrice ou ses dérivés dans leurs produits comme :

Hershey
Colgate-Palmolive
Nestlé
Pepsico
Kellogg's
Mars
L'Oréal
Ferrero (Nutella)



Vous pouvez également écrire directement aux grandes entreprises afin de leur faire pression.

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598



Populiste, par stratégie

Des pays de tous les continents sont actuellement frappés par une vague populiste. À droite comme à gauche, on dénonce cette manière de faire de la politique. On accuse son adversaire d'être plus populiste que soi, comme s'il s'agissait d'une tare. Être populiste, ce serait faire une politique moins noble, mais surtout plus dangereuse. Est-ce le cas ? Le terme est-il trop connoté négativement ?

DANIEL LANDRY

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Depuis le début de la décennie, de nombreux pays ont élu des gouvernements qu'on qualifie de populistes. La liste n'est pas exhaustive, mais pensons à Orbán en Hongrie (2010), Zeman en République Tchèque (2013), Tsípras en Grèce (2015), Duterte aux Philippines (2016), Trump aux États-Unis (2016), Conte en Italie (2018), Bolsonaro au Brésil (2018). Ailleurs, les partis populistes ne prennent pas nécessairement le pouvoir, mais réussissent à occuper une place considérable dans l'arène politique. Selon nos valeurs, on applaudit les actions de certains et on dénonce celles des autres. Mais comment reconnaître les populistes ? Ciblons trois caractéristiques.

Le populisme n'est possible que s'il y a un « nous » et un « eux »

La première concerne le discours politique (parfois de droite, parfois de gauche) qui s'adresse aux classes populaires. Il se veut pragmatique et simple, lié à la résolution de problèmes concrets et à court terme. Par exemple, on peut accuser Trump de tous les maux, mais on doit reconnaître que son message cible des préoccupations très terre-à-terre et actuelles. Son « America First » ou « Make America Great Again » fait notamment référence au désir de plusieurs Étasuniens de retrouver un niveau de vie équivalent à celui d'avant la crise de 2008. Que le remède ne soit pas approprié (construction d'un mur, ouverture de l'ALÉNA) importe peu; ce qui compte, c'est l'acuité du diagnostic (détérioration du niveau de vie). Les boucs émissaires sont tantôt les immigrants, tantôt les investisseurs étrangers.

Cela mène d'ailleurs à la deuxième caractéristique, soit celle de se construire dans la dichotomie, par une opposition à un autre. Le populisme n'est possible que s'il y a un « nous » et un « eux ». À droite, « eux », ce sont les immigrants, les étrangers ou encore les défenseurs d'une planète mondialisée et multiculturelle. Résister face à eux, c'est protéger ses traditions, son patrimoine, ses valeurs. À gauche, « eux », ce sont les grands pouvoirs de Wall Street et des multinationales, les représentants du 1 %. Résister face à eux, c'est défendre les plus vulnérables contre les exploiters. Pourtant, à gauche comme à droite, on se rejoint dans l'accusation portée envers l'establishment, responsable de n'avoir rien fait depuis des années, d'avoir laissé la situation se détériorer. D'où la nécessité de donner un grand coup de barre.

La troisième caractéristique concerne l'aspect stratégique du populisme. Être populiste, ce n'est pas défendre une idée ou une idéologie particulière. Pour preuve, on retrouve des populistes aux deux extrémités de l'échiquier idéologique, de Sanders à Trump, de QS au PPC de Maxime Bernier. Être populiste, c'est plutôt user d'un discours, de techniques et d'approches qui permettent de rejoindre le plus grand nombre, particulièrement en période de crise (politique, économique, sociale). Plus la légitimité des pouvoirs en place est remise en question, plus le populisme risque de prendre racines. Qui plus est, dans un tel contexte, le politicien charismatique qui présente une alternative sous forme d'action radicale peut être carrément perçu comme le nouveau Messie.

Revenons à notre question initiale. Le terme est-il trop connoté négativement ? Dans un essai publié en 2018, la philosophe belge Chantal Mouffe, loin de diaboliser le populisme, affirmait plutôt que la gauche en Occident devait utiliser cette stratégie pour se redéfinir. Elle faisait notamment référence à La France insoumise de Mélançon ou à

DONALD TRUMP et le nouveau président brésilien **JAIR BOLSONARO** correspondent parfaitement à la définition du politicien populiste. Leur tendance idéologique est clairement très à droite en comparaison de Bernie Sanders, candidat à la présidentielle des États-Unis, qu'on peut qualifier de populiste de gauche.



CRÉDITS : GAGE SKIDMORE ET AGENOVABRASIL.EBC.COM.BR

Podemos en Espagne qui, à ses yeux, incarnent l'avenir de la gauche. Dans les deux cas, ils répondent, au moins partiellement, à la définition formelle du courant (pragmatique, dichotomique et stratégique). Adhérer à la pensée de Mouffe, c'est croire que seule la stratégie populiste peut susciter une adhésion assez forte pour lutter efficacement contre les excès du capitalisme néolibéral. En ce sens, vu la tendance à la déresponsabilisation de l'État depuis les années 1980 et vu l'immense fossé qui s'accroît entre riches et pauvres depuis quatre décennies, l'idée n'est pas si saugrenue. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la période actuelle se prête à la montée de telles mouvances. Pour le meilleur ou pour le pire. 9



POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



DOCUMENTS CONFIDENTIELS ?

GROUPE rcm
COLLECTE, TRI ET DÉCHQUETAGE

On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

103-1

YANICK ET BILLIE-LOU
LE RÉVEILLE-MATIN
LUNDI AU VENDREDI - 6h00

LE 1^{ER} MAI,

**CE SERA LA JOURNÉE
INTERNATIONALE DES
TRAVAILLEUSES ET
DES TRAVAILLEURS.**

Le Syndicat des professeures et professeurs du Cégep de Trois-Rivières vous souhaite un magnifique 1^{er} mai, journée internationale des travailleuses et des travailleurs du monde entier. C'est notre journée à toutes et à tous !

Le Syndicat des professeurs et professeures du Cégep de Trois-Rivières regroupe plus de 400 professeures et professeurs, formant annuellement environ 4000 étudiantes et étudiants, et assumant la fonction enseignante dans une quarantaine de programmes. Il est membre de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) active au sein de la CSN et a été fondé au même moment que la création du Cégep de Trois-Rivières, en 1968.

fneeq 

*Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec*



**Syndicat des professeures
et professeurs du Cégep
de Trois-Rivières**

RÉTABLISSEMENT

Au-delà de la médication



Si la médication permet aux aînés vivant avec une maladie mentale de cheminer vers le rétablissement, elle est loin d'être la seule avenue à explorer. Le rétablissement en santé mentale peut être défini comme « la possibilité de mener une vie satisfaisante, valorisante et nourrie par l'espoir en dépit des inconvénients causés par les maladies et les problèmes en lien avec la santé mentale. Le processus de rétablissement s'inspire notamment des forces de la personne¹ ». Voici, à destination de l'entourage, quelques suggestions.

KATHY GUILHEMPEY

Rappelons tout d'abord ce préalable : c'est à la personne vivant avec une maladie mentale de décider quand et comment entreprendre un processus de rétablissement. Le rôle de l'entourage consiste à la soutenir dans sa démarche, pas à la forcer.

S'INFORMER ET VALIDER L'INFORMATION

Première étape : s'informer sur la maladie dont souffre votre proche. Puis valider avec lui la pertinence des informations collectées : peu de gens expérimentent tous les symptômes d'une maladie et chacun les vit différemment.

ENCOURAGER UNE HYGIÈNE DE VIE AIDANTE

Par hygiène de vie, entendre sommeil de qualité et en quantité suffisantes, alimentation adéquate, activité physique d'entretien et contacts sociaux épanouissants. Loin d'être une contrainte ennuyeuse, l'hygiène de vie sert de balises à une observation - idéalement, une auto-observation *par* et *pour* votre proche (voir point suivant).

CONCEVOIR UNE BOÎTE À OUTILS PERSONNALISÉE

Tenir un journal de l'humeur quotidien consiste à attribuer dans son agenda une note de 0 à 5 à son humeur, en spécifiant les événements marquants de la journée. De cet outil vont naître

des prises de conscience. Par exemple : constater une amélioration de l'humeur à chaque promenade au parc permettra à votre proche d'appliquer cette stratégie lors de moments difficiles.

VALORISER L'EXPERTISE DU PROCHE

De tels outils ne donneront pas à votre proche le contrôle sur sa maladie, mais ils contribueront à en limiter les impacts, tout en développant un sentiment de compétence. Comment ? En s'observant, prémices à la connaissance de soi, et en mettant en place des alternatives gagnantes comme prendre un bain (relaxant) plutôt qu'une douche (angoissant pour lui). Lui seul connaîtra tous ces petits détails capables de faire une différence significative dans son quotidien.

CULTIVER L'ESPOIR

Soyez à l'affût de documentaires ou livres inspirants à partager avec votre proche, s'il y consent. Avoir la preuve, dans un témoignage vidéo par exemple, qu'un rétablissement en santé mentale est possible à tout âge, galvanisera la confiance qu'il porte à son propre rétablissement.

ENTRETENIR SA SANTÉ MENTALE

Rêver, rire, participer à un groupe d'entraide, s'exprimer dans une activité artistique sont autant de façons d'alléger le quotidien et de se ressourcer. À utiliser sans modération!

(dont psychothérapie, contact avec la nature, spiritualité...), car trop nombreuses. C'est à chacun d'explorer à son rythme, selon ses goûts : à chacun de composer sa propre recette du rétablissement.

SOURCES DISPONIBLES

au www.gazettemauricie.com

Proche en tout temps est un projet financé par L'Appui Mauricie et développé par Le Gyroscopie en partenariat étroit avec Le Périscope. Ces deux organismes œuvrent pour les familles et les proches des personnes vivant avec une problématique en santé mentale.

Pour information:
info@procheentouttemps.org

L'APPU POUR LES PROCHES AIDANTS D'AÎNÉS
MAURICIE

Vous êtes là pour **eux**,
nous sommes là pour **vous**.

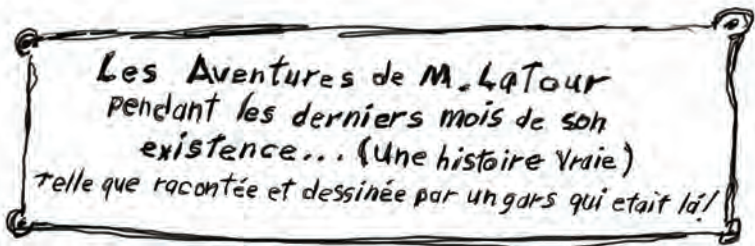


Le Périscope



Si le journal de l'humeur indique que votre proche dort 3 h par nuit depuis une semaine, il se peut que son humeur soit plus triste ou irritable.

CRÉDITS : ALEXANDRE DEBÈVE UNISPLASH



"Depuis la progression de sa maladie, les filtres de M. LaTour disparaissaient graduellement"

La Gazette de la Mauricie en collaboration avec l'Appui Mauricie vous présente le projet L'Art au service des proches aidants. Dans chacune de nos parutions jusqu'en juin 2019, nous diffuserons une page du livre d'art *Histoires Alzheimer* qui regroupe 8 œuvres d'artistes de la région illustrant des anecdotes de proches aidants dans un contexte de la maladie d'Alzheimer ou des maladies apparentées. Ce projet a pour but d'alléger le quotidien des proches qui vivent avec une personne atteinte d'une maladie neuro-dégénérative et de sensibiliser la population à cette réalité. Vous pouvez vous procurer ce livre d'art au coût de 15 \$ au bureau de La Gazette de la Mauricie sur la rue Ste-Geneviève à Trois-Rivières.



Raphaël Benedict

L'état de santé de la santé privée



La privatisation des soins de santé ne cesse de progresser au Québec. Si le privé est déjà bien en selle dans les soins dentaires, optométriques et thérapeutiques, des brèches s'ouvrent de plus en plus dans la médecine familiale. De patient à client, le Québec est en train de passer d'une logique de santé publique à une logique de profit privé.

ALAIN DUMAS

LES INDICATEURS DE PRIVATISATION

Cette privatisation est d'abord visible dans le nombre de médecins qui sortent ou ne participent pas au régime public d'assurance médicale du Québec (RAMQ). Ce nombre est passé de 50 au début des années 2000 à plus de 800 en 2019, selon la compilation de la Régie de l'assurance-maladie. Du côté des infirmières et infirmiers, 7 700 exercent dans le secteur privé, soit 11 % de l'effectif total.

Les établissements privés offrants des services soins médicaux de toutes sortes sont de plus en plus nombreux au Québec. Selon l'auteur, nous sommes en voie d'avoir un système à deux vitesses.

Mais le privé en santé va bien au-delà de ce phénomène. La privatisation gagne du terrain depuis le regroupement des activités médicales dans des super-cliniques privées de santé. Si ces cliniques acceptent votre carte de la RAMQ, elles n'appartiennent cependant pas à l'État. Elles sont la propriété de groupes d'investisseurs privés. Selon une étude portant sur 54 cliniques privées, 40 d'entre elles (soit 74 %) sont des sociétés par actions qui, par définition, visent le maximum de profits pour leurs actionnaires. D'après notre compilation, il existe actuellement plus de 500 cliniques privées au Québec, comparativement à quelques-unes au début des années 2000 et 200 en 2013. Le comble dans cette histoire, c'est que ces super-cliniques privées sont financées par nos impôts.

LE CERCLE VICIEUX DE LA PRIVATISATION

La montée du privé n'est pas étrangère aux compressions budgétaires

de plusieurs centaines de millions de dollars dans le réseau public. La prolifération des cliniques privées a non seulement pour effet de réduire les investissements dans le système public, mais aussi de favoriser le déplacement des ressources soignantes vers le secteur privé. Le Québec s'enlise donc dans le cercle vicieux d'un affaiblissement du système public qui a comme conséquence de favoriser le secteur privé, et ainsi de suite. La route est donc pavée pour un système de santé à deux vitesses.

En effet, la précarisation du système public pousse les Québécois à se tourner vers le privé. Le Québec est non seulement la province qui dépense le plus pour des soins de santé dans le privé, mais ces dépenses ne cessent d'augmenter. La part du budget familial consacrée aux dépenses de santé dans le privé est passée de 3 % en 1996 à 4,5 % en 2014. Les dépenses moyennes d'un ménage québécois

dans la santé privée ont doublé depuis 1996, passant de 1 339 \$ à plus de 3 000 \$ en 2018.

L'exemple de la coexistence public-privé dans l'assurance-médicament devrait nous servir de leçon. Les coûts sont très élevés et la couverture est très inéquitable. Le coût moyen des médicaments par habitant est de 1 500 \$ au Québec, comparativement à 600 \$ dans l'ensemble des pays développés (selon l'OCDE). Cela s'explique par la multiplication des régimes d'assurance privée, qui entraîne des frais de gestion plus élevés, tout en privant le Québec d'un pouvoir de négociation important avec les compagnies pharmaceutiques. Les études montrent qu'un régime public à 100 % a pour effet de réduire le coût des médicaments de 20 % à 40 % en moyenne. 📰

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

De patients à clients : l'intention des mots



La place du privé ne cesse de progresser dans le domaine des soins de santé comme le démontre clairement notre collègue Alain Dumas dans la chronique « Économie » de ce mois. Ce phénomène privatisation s'accompagne cependant d'un autre : celui de l'approche clientéliste dans l'administration des soins de santé. De patients à clients : l'emploi d'un mot plutôt qu'un autre change-t-il quelque chose à mes interactions avec autrui ? Les mots ont-ils une influence sur notre perception de notre rôle dans la société ?

LOUIS-SERGE GILL

John Langshaw Austin, philosophe du langage, offre une piste de réponse à ces questions dans son ouvrage *Quand dire, c'est faire* (1962). Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les mots employés ont parfois une valeur de performance, c'est-à-dire qu'ils représentent l'action qu'ils supposent. Ainsi, quand le juge martèle « Je vous condamne à... » ou, dans un cadre plus réjouissant, quand l'époux répond « Oui, je le veux... », tous deux, par le biais du langage, complètent une action à valeur légale ou juridique.

LES MOTS PARLENT DE QUI ET DE CE QUE NOUS SOMMES

Dans *Le pouvoir des mots* (1997), Judith Butler suggère, en suivant l'idée d'Austin, que les discours haineux détiennent un pouvoir performatif dans la mesure où être traité de « tamoul », de « fiffe » ou de « nègre » porte atteinte à l'identité de la personne. Quiconque voit son identité déstabilisée vit un sentiment d'insécurité. Cela va de soi.

Les manifestations de la haine et du mépris peuvent être subtiles. Pensons à l'ancien premier ministre du Canada, Brian Mulroney, qui employait l'expression « p'tite fille » pour désigner la députée franco-ontarienne Amanda Simard sur le plateau de l'émission

Tout le monde en parle le 17 mars dernier. Les pourfendeurs comme les défenseurs de Mulroney s'accordent sur un aspect : l'expression appartient à une autre époque.

Dans une culture, quelle qu'elle soit, des mots et des expressions cacheraient donc des connotations sexistes, racistes, violentes, dégradantes, sous le couvert de la plus stricte banalité... Ainsi, la force d'un mot, à l'instar de son usage, varierait selon les époques et les contextes.

DE PATIENTS À CLIENTS : UNE DÉFINITION DES RÔLES

En ce sens, l'étymologie parle tout autant que le mot dont elle révèle l'histoire. Le mot « client » viendrait du latin *cliens*, c'est-à-dire une personne qui confie ses intérêts à un homme de loi. Assujetti, le client est relégué au passif puisque, dans la Rome antique, il est le citoyen pauvre qui se place sous la protection d'un patron. Il faut attendre le 19^e siècle, la révolution industrielle, pour qu'il devienne un acteur social par son pouvoir d'achat.

Quant au latin *patiens*, dès le 14^e siècle, il désigne le « malade », proche du participe présent *patior*, celui qui souffre, qui endure, qui supporte, qui attend. Et qu'attend-t-il ?



Selon les leçons d'Austin et de Butler, la réponse à cette question dépend de celui qui prononce le mot, de l'usage qu'il en fait. Dans la bouche de certaines personnes, il ne sera pas forcément négatif et traduira la bienveillance des locuteurs. A contrario, le mot « client » traduira plutôt l'ensemble des intérêts mercantiles de notre société et l'omniprésence de la pensée managériale dans nos interactions humaines.

Sur la base de ces considérations, l'expression « p'tite fille » n'est pas

blesante en soi. On blesse autrui quand on choisit des expressions particulières dans l'intention de porter atteinte à la crédibilité d'une autre personne. Il en va de même pour les mots « client » ou « patient ». Tout est une question d'intention et d'observation de l'influence positive ou négative des mots sur les pratiques. 📰

SOURCES DISPONIBLES au www.gazettemauricie.com



LA MÉTHODE LEAN

Quand le système de santé devient chaîne de montage

Un sondage Léger réalisé l'an dernier pour l'Institut économique de Montréal (IEM) indique que « plus de la moitié des Québécois (58 %) sont insatisfaits du système de santé offert par l'État québécois ».

LAURA LAFRANCE

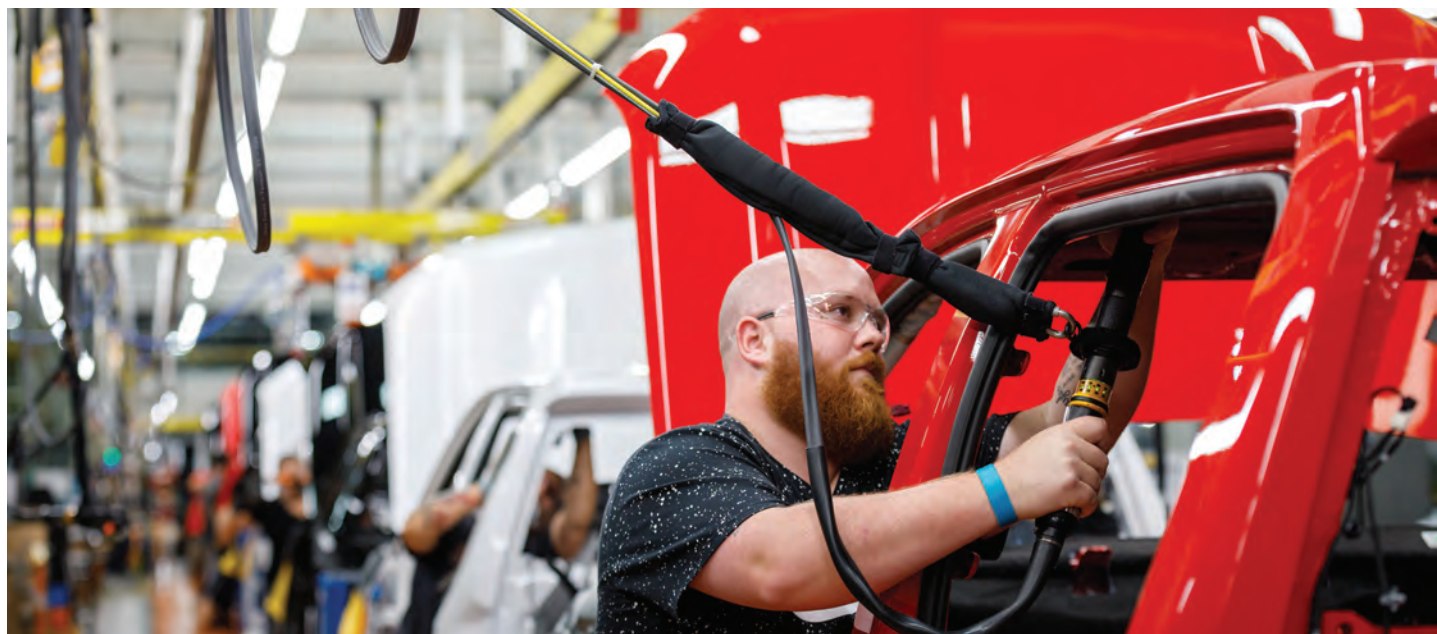
S'il faut prendre avec une certaine réserve les résultats d'un sondage commandé par un *think tank* de droite qui souhaite un plus grande présence du privé en santé, ces données peuvent sembler alarmantes, considérant que le budget alloué pour les dépenses en santé et en services sociaux a connu une hausse de 5,9 milliards de dollars depuis 2013-2014. En effet, les efforts monétaires du gouvernement québécois ne semblent pas réussir à satisfaire complètement les besoins de la population liés au système de santé.

LA MÉTHODE LEAN

Or, depuis quelques années, le système de santé québécois applique les principes de la méthode LEAN dans l'optique d'améliorer la qualité de ses services. Concrètement, cette méthode est mise en œuvre dans divers systèmes de santé à travers le monde afin d'augmenter l'efficacité et la productivité des centres hospitaliers. Ses principes sont axés sur une diminution du gaspillage des ressources et sur le découpage du processus des soins en plusieurs étapes succinctes. Autrement dit, l'approche LEAN a pour but de rendre les services de santé plus efficaces, tout en minimisant l'usage des ressources monétaires et matérielles.

DES ORIGINES INDUSTRIELLES

Initialement, la méthode LEAN dérive du système de production du constructeur automobile Toyota. De fait, en 2001, afin de maximiser la qualité de



CREDITS : SHUTTERSTOCK

La méthode LEAN provient d'une philosophie industrielle conçue par Toyota. Son application dans le système de santé est controversée.

la production de l'entreprise, Toyota a décidé d'établir The Toyota Way, une philosophie qui englobe l'ensemble des principes et des valeurs de la compagnie, notamment « l'amélioration continue » et le « respect ». Le concept de la méthode LEAN provient donc d'une philosophie industrielle.

LES CONSÉQUENCES D'UNE TELLE APPROCHE EN SANTÉ

Pour plusieurs, l'adoption d'une telle méthode de travail dans le système de santé québécois ne serait pas la meilleure option. Bien que cette approche puisse être efficace en milieu industriel, il semblerait qu'elle ne soit pas adéquate dans un domaine comme celui de la santé, où le bien-être des individus

est prioritaire. Un article publié par des chercheurs en santé de l'Université de Saskatchewan mentionne « qu'en réalité, il y a une multitude de variables internes et externes qui ont un impact sur le système de santé [...] et que l'effet d'une intervention spécifique comme la méthode LEAN est potentiellement minimal. » L'implantation de cette méthode chez nous étant trop récente, les experts peinent à dire s'il réussit réellement à améliorer l'état du système de santé québécois.

DE PATIENTS À CLIENTS

Outre l'incertitude des chercheurs quant à l'efficacité réelle de cette approche, plusieurs remettent en question le manque d'humanité du concept LEAN.

Étienne Boudou-Laforce, rédacteur au Huffington Post Québec, indique que « si la méthode LEAN peut s'appliquer sur une ligne de montage, dans la conception d'une automobile, elle n'a que peu de raison d'être dans le réseau de la santé, alors que l'on s'attarde directement à des êtres de chair et de sang, de conscience et de sensibilité ». De même, pour de nombreux Québécois et Québécoises, la chaleur humaine et la compassion, valeurs qui manqueraient apparemment à la méthode LEAN, devraient passer avant l'accroissement de la productivité. 

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

L'inquiétante intrusion de l'économie sociale en santé

Augmentation des délais d'attente, diminution des heures de service, formation inadéquate, rotation incessante du personnel : un faisceau d'indicateurs montre que la qualité des soins à domicile s'effrite au pays. Nombre d'études, témoignages et reportages blâment la pratique de sous-traitance qui permet aujourd'hui à des entreprises d'économie sociale de prodiguer des soins de santé jadis réservés aux professionnels du réseau. Bref historique d'un phénomène en expansion.

JEAN-MICHEL LANDRY

Radio-Canada révélait récemment que l'État québécois confie une part toujours croissante des services à domicile à des entreprises d'économie sociale ou à des agences privées. Parmi ces services figurent la préparation de repas, le grand ménage du printemps et divers soins d'hygiène. Or la liste comprendrait également des soins médicaux qui jusqu'en 2004 étaient prodigués par le personnel infirmier (injection d'insuline, administration de médicaments), écrit la professeure Louise Boivin dans une lettre ouverte envoyée au Devoir en décembre dernier. Comment des entreprises d'entretien ménager ont-elles pu se voir confier la lourde responsabilité d'offrir des soins de santé ? Et pourquoi donc attribuer de telles compétences à un personnel qui, très souvent, ne dispose que d'une formation de 120 heures

et d'une rémunération équivalent au salaire minimum ? Répondre à ces questions c'est refaire l'histoire de notre système public de santé et de sa lente privatisation.

Cette situation préoccupante, affirme l'Institut de recherche et d'information socio-économique, prend sa source dans les années 1990, plus précisément dans la vaste réforme du système de santé nommée « virage ambulatoire » ou « déshospitalisation ». On cherchait alors à rapprocher les soins de santé des milieux de vie afin d'écouter, et si possible éviter, les séjours en milieu hospitalier. En Mauricie, elle entraînera la fusion des établissements de St-Joseph et de Ste-Marie ; fusion au cours de laquelle plus de 500 lits ont été éliminés, nous rappelle Loraine Dugas, vice-présidente du Conseil Central du Cœur-du-Québec (CSN). La nature même de cette réforme, ajoute-t-elle, appelait les centres locaux de services

communautaires (CLSC) à prendre le relais en offrant, hors de l'enceinte hospitalière, les soins de santé que les hôpitaux n'offraient plus.

Le gouvernement de Lucien Bouchard engagera cependant le Québec sur une autre voie. Cherchant à fabriquer un consensus favorable à l'atteinte du déficit zéro, il inaugure, en 1996, un sommet socioéconomique lors duquel la déshospitalisation entreprise l'année précédente deviendra synonyme de désengagement de l'État en santé. Plutôt que de fournir aux CLSC les ressources nécessaires pour répondre à la demande que la déshospitalisation avait occasionnée, on fera intervenir un nouvel acteur : les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD). Une brèche dans le réseau public s'ouvre alors. Au cours des années suivantes, une part grandissante des services à domicile sera confiée aux EESAD. Si leur rôle se limite d'abord à l'entretien

ménager, leur champ d'action s'élargira considérablement au cours de la décennie suivante. Ainsi, aujourd'hui, la nébuleuse des entreprises d'économie sociale tend à se substituer aux CLSC, dont les auxiliaires en santé et services sociaux (contrairement au personnel des EESAD) détiennent pourtant toutes un diplôme professionnel de 975 heures en assistance à domicile.

Nul doute que plusieurs entreprises d'économie sociale offrent aujourd'hui des soins adéquats ; impossible cependant, de s'en assurer. Les agences de santé (maintenant intégrées aux CISSS), explique Mme Dugas, ne peuvent enquêter sur la qualité des soins prodigués par les EESAD que lorsqu'une plainte formelle est déposée. 

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com



LE COMMUNAUTAIRE S'INTERROGE

Comment dépasser l'offre de services ?

« Pour moi, le communautaire, on est des exécuteurs de services. On supplée à ce que l'État ne veut plus faire ». Ce constat, passablement sévère, fait par la dirigeante d'un organisme d'éducation populaire et d'alphabétisation, traduit une inquiétude grandissante au sein du mouvement communautaire¹. Comment, dans un contexte de partenariat avec l'État, préserver le caractère revendicateur de l'action communautaire ?



CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ

Le financement gouvernemental aux organismes communautaires pour toujours plus de services directs à la personne semble poser un défi majeur au mouvement communautaire et à son rôle historique lié à la mobilisation sociale pour combattre les inégalités et ses causes.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Le mouvement communautaire a vécu d'importantes transformations au cours des cinq dernières décennies. Des groupes populaires issus de diverses revendications citoyennes se voient, dès le début des années 80, confrontés à l'exigence de répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables frappées par une sévère crise économique. À la revendication sociale s'ajoutera, chez plusieurs d'entre eux, une fonction « service », fonction qui occupera une place grandissante dans leur action. Nouveaux mandats, nouvelle appellation : de « groupes populaires » on passe progressivement à « organismes communautaires ».

UNE RECONNAISSANCE FORMELLE...

Cette évolution amènera le gouvernement du Québec à reconnaître les organismes communautaires comme des partenaires des institutions du secteur public dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux adoptée en 1991. En 2004 le gouvernement du Québec se dotera d'une politique de reconnaissance et de soutien de l'action

communautaire intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Une politique qui s'actualisera par l'application de diverses dispositions administratives : cadres de financement, mécanismes de reddition de compte, ententes de services, protocoles de partenariat, etc. Une forme d'encadrement qui, aux dires de plusieurs acteurs du mouvement, s'est resserré au cours de l'actuelle décennie.

MOINS CHER QUE LE RÉSEAU

Au sein du mouvement communautaire on s'interroge de plus en plus sur les visées gouvernementales et les conséquences d'un partenariat étroit avec les institutions publiques. À terme, les organismes seront-ils confinés à un rôle de sous-traitant permettant à l'État de pallier, dans un contexte d'austérité, à la réduction des services publics ? Le journal *Les Affaires* titrait par ailleurs, le 28 octobre 2014, *Québec examine la possibilité de sous-traiter des services publics*. Le ministre des finances Carlos Leitão avait la veille candidement affirmé qu'« il y a énormément d'organismes communautaires qui peuvent livrer des

services sociaux. Ça coûte moins cher que s'il s'agit du réseau [de la santé et des services sociaux] ».

LES PRÉFÉRENCES GOUVERNEMENTALES

Pas étonnant que les gouvernements préfèrent financer la prestation de services que la mobilisation sociale et l'éducation populaire. À plus forte raison lorsque cette dernière vise à lutter contre des politiques nuisibles aux conditions de vie, d'une part, et de l'autre à revendiquer des mesures qui s'attaquent aux causes de la pauvreté et de l'exclusion (augmentation du salaire minimum, la bonification des prestations d'aide sociale, l'instauration d'une assurance-médicaments entièrement publique, etc.). Les groupes en défense des droits collectifs qui souffrent d'un sous-financement chronique en savent d'ailleurs quelque chose.

AU DELÀ DES SERVICES...

Alors que le financement étatique porte essentiellement sur la prestation de services et que se multiplient les protocoles de collaboration avec les institutions publiques, comment être porteur d'une mission de transformation sociale ? La

question, quoique très actuelle, n'est pas nouvelle. Lors d'un colloque organisé en 2009 sous le titre évocateur *Quel avenir pour le communautaire ?*, Mme Lorraine Guay, figure emblématique du militantisme et du féminisme québécois, affirmait: « le service n'est pas « mauvais » en soi mais pour des organismes communautaires autonomes, le service n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais une fin en soi. Le service doit être vu comme processus de subjectivation, lieu de création du lien social, base de la transformation politique. Il doit être imprégné d'éducation populaire. »

Quoi faire pour maintenir la mission de transformation sociale ? La réponse à cette question pourrait bien définir ce que sera le « communautaire » des années 2020.

¹L'action communautaire, quelle autonomie pour ses destinataires? » Michel Parazelli, Audréanne Campeau, Louis Gaudreau, Université du Québec à Montréal, juin 2018, avec la collaboration du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQACA) et du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RICOM)

Une présence toujours active

SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS UQTR

Syndicat.Charge.Cours@UQTR.Ca - www.SCFP2661.Org
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
(819) 376-5044





La surcharge de travail n'est pas dans ta tête.

Le problème, c'est l'organisation du travail
et ça peut te rendre malade.

Ensemble, nous avons le pouvoir d'agir.

lacsq.org/sst



**Centrale des syndicats
du Québec**

